

L'éternel cycle : Election-Constataction-Répression

F.B

Tout donne l'impression que certains opposants professionnels politiques gabonais, ceux là qui en détiennent des titres fonciers, s'accrochent et se complaisent du cycle devenu infernal : Election-Contestation-répression.

Un cycle qui a débuté en 1993, avec le premier coup d'Etat électoral perpétré par feu Omar Bongo Ondimba. La colère des Gabonais fut à la hauteur du hold-up. A Libreville, plus particulièrement, il eut des émeutes et des violences. Elles se soldèrent par d'importantes pertes en vies humaines. Un sujet Camerounais naturalisé gabonais fut même brûlé vif au PK 7 de Libreville.

Le calme et la sérénité revinrent avec l'appel à la "Paix des braves" lancé par feu Me Pierre Louis Agondjo Okawé. Mais le mal était déjà fait. Toute chose n'ayant pas empêché Omar Bongo Ondimba de terminer sa vie aux commandes du Gabon.

Ce calme et cette sérénité qui revinrent ont eu pour effet de plonger les Gabonais dans la résignation. De 1993 à 2009, sachant les dés pipés d'avance, ils ne croyaient plus au bulletin de vote et se sont mis à bouder la voie des urnes. En témoignent les forts taux d'abstentions enregistrés pendant toute cette période. En 1998 et 2005, il eut quelques escarmouches dans les rues de Libreville, plus précisément du côté des quartiers Akebe Plaine, Kinguelé et les PK ; les partisans de Pierre Mmaboubdou ayant contesté avec violence, les résultats qui donnaient vainqueur feu Omar Bongo Ondimba aux deux scrutins présidentiels organisés ces années. Puis, plus rien, tout était encore rentré dans l'ordre, en attendant l'échéance qui devait avoir lieu en 2012.

Seulement voilà, le décès d'Omar Bongo en 2009 précipita l'évènement. Une élection présidentielle anticipée fut organisée suite à ce décès. Et les Gabonais ont cru cette fois-ci à l'alternance. Devant les bureaux d'enrôlement des électeurs, il y eut de l'engouement. L'on s'y bousculait pour être au premier rang, afin d'accomplir, le moment venu, son devoir civique, surtout qu'il y avait un grand espoir d'alternance. Le même engouement fut perceptible le jour du vote, le 30 août 2009. L'envie d'en découdre avec le système PDG-Bongo était lisible sur de nombreux visages.

Puis, à l'annonce des résultats par le Ministre de l'intérieur de l'époque, Jean François Ndongou, ce fut la déception totale et la consternation. Feu André Mba Obame qui avait canalisé tous les espoirs fut classé en deuxième position, derrière le candidat que la majorité de Gabonais ne voulait pas du tout, mais alors pas du tout, entendre parler, Ali Bongo Ondimba. Il s'en est suivi des émeutes et violences à Libreville, et beaucoup plus à Port-Gentil, où plusieurs morts furent enregistrés. Le coup de massue vint après, lorsque la Cour Constitutionnelle de Marie Madeleine Mborantsouo valida sans scrupules, les résultats proclamés par le Ministre de l'intérieur, après les avoir grossièrement falsifiés en classant, celle fois-ci, André Obame en 3e position, derrière Ali Bongo Ondimba, le mal aimé des Gabonais-du moins dans leur écrasante majorité et Pierre Mamboundou. Les carottes furent cuites, puisque les décisions de la "Tour de Pise" sont sans recours. Cette année 2016 encore, même scénario, avec des acteurs relativement différents. Sur les planches : Ali Bongo Ondimba, Jean Ping, René Aboghe Ella, Pacôme Moubelet, Marie Madeleine Mborantsouo et le corps électoral gabonais



comme spectateur actif, puisqu'il lui revenait de choisir le meilleur acteur. Et il a choisi, ce peuple gabonais, en jetant son dévolu sur Jean Ping. Les autres acteurs du scénario : Aboghe Ella Moubelet, Mborantsouo ne l'ont pas entendu de cette oreille en imposant Ali Bongo. Les spectateurs que sont les Gabonais ont violemment réagi contre ce qu'ils considèrent comme une imposture. Le bilan est triste et macabre : plusieurs morts, des disparus et de nombreuses personnes détenues sans procès. Le même cycle infernal : Election-contestation-répression. Comment en sortir ? D'aucuns ressortent de vieilles recettes n'ayant pas eu des effets depuis 1990 : la "résistance", les gouvernements parallèles, ou alternatifs. D'autres se bercent de rêves d'une intervention de la Communauté in-

ternationale en ne misant rien que sur la pression que fait sur cette dernière, la diaspora gabonaise dans le monde, et surtout en attendant que l'Union européenne produise son rapport.

C'est parmi toutes ces hypothèses, les unes relevant de la naïveté et de la crédulité, d'autres du rêve et de l'utopie, que se pose la problématique d'un dialogue politique national, que d'aucuns assimilent, à tort, ou à une "main tendue" du pouvoir usurpateur. Doit-on attendre de nouveau 2023 pour que se reproduise le même cycle infernal : élection-contestation-répression, avant que ne revienne le calme sous un arbre qui cacherait une forêt de frustrations et de rancœurs ? Telle est la vraie question qui se pose aujourd'hui à tous les patriotes, démocrates et progressistes gabonais